



DECLARATION DU FORUM NATIONAL CEFDHAC-GABON SUR LE PROCESSUS REDD

La REDD+ étant un élément désormais essentiel dans :

- La prise en compte des efforts de conservation des écosystèmes du bassin du Congo ;
- La résolution des problèmes liés au changement climatique ;
- La réduction du taux de déforestation et de dégradation ;
- L'augmentation du réservoir de stockage de carbone ;
- L'adaptation de techniques à faible impact capables d'augmenter la productivité agricole;
- Le renforcement des capacités des populations locales dans la gestion durable des écosystèmes ;
- La lutte contre la pauvreté à travers le développement des microprojets.

Compte tenu de ce qui précède, les membres du forum national de la CEFDHAC du Gabon réunis les 24 et 25 Septembre 2013 à Libreville au Gabon dans le cadre de l'atelier de revitalisation du forum national CEFDHAC-Gabon et d'information sur les changements climatiques recommandent à l'issue des réflexions menées:

- La mise en place d'une coordination nationale de la Société Civile Gabon –REDD+ et changement climatique ;
- L'accélération du processus des négociations entre le gouvernement et les instances inter nationales en charge du changement climatique et de la REDD+. A cet effet, le Forum national CEFDHAC-Gabon invite la COMIFAC à faire un plaidoyer auprès des institutions compétentes du pays ;



- Le soutien des activités de vulgarisation et de formation des formateurs sur la REDD+ à travers le Forum national CEFDHAC-Gabon et la coordination nationale de la Société Civile Gabon –REDD+ et changement climatique ;
- L'implication du Forum national CEFDHAC-Gabon dans les négociations sur la REDD+ ;
- La prise en compte de l'approche genre et implication des femmes dans le processus REDD+ ;
- La prise en compte des peuples autochtones et leur implication dans toutes les étapes du processus REDD+.

En conséquence, le Forum national CEFDHAC-Gabon prie instamment l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et les autres partenaires au développement à soutenir les actions sus mentionnées.

Fait à Libreville, le 25 septembre 2013
Les participants